

La gouvernance économique continue de diviser...

Article paru sur le site du Parlement européen, le 17.06.2015

Pervenche Berès : la gouvernance économique continue de diviser



Affaires économiques et monétaires ? 17-06-2015

La résolution du Parlement évaluant la gouvernance économique de l'Union européenne a été approuvée par la commission des affaires économiques le 16 juin. Pervenche Berès, députée démocrate socialiste française et rapporteur, nous a fait part de la division qui existe aujourd'hui entre deux camps : ceux qui estiment que la gouvernance économique ne fonctionne pas, et ceux qui pensent que les règles ne sont pas correctement appliquées.

Les réformes et les mesures prises dans l'Union européenne après la crise financière et économique ont-elles porté leurs fruits ? Qu'est-ce qui a manqué ?

La crise a obligé à faire des pas considérables. Est-ce que ces pas ont toujours été dans la bonne direction ? Je n'en suis pas si sûre que cela. Ils ont permis à court terme de résoudre les problèmes qui étaient là, mais ils ne constituent pas un parachèvement de l'union économique et monétaire.

Les politiques d'austérité décidées dans le cadre de la gouvernance économique ont-elles contribué à la perte de sièges des partis politiques européens traditionnels au profit de nouveaux venus ?

Il y a ceux qui disent que ces règles n'ont pas marché et qu'il faut donc les abandonner car elles n'ont produit que de l'austérité. Et puis il y a une autre partie des acteurs qui estiment que c'est parce que ces règles n'ont pas été appliquées que l'Europe ne va pas bien. Dans cette séparation entre ces deux camps, il y a un manque total de confiance.

Tout l'enjeu est de trouver les moyens de convaincre qu'il faut changer les choses, que certaines des règles que nous avons sont des règles qui produisent de l'austérité, de la déflation, du chômage, et qui doivent par conséquent évoluer.

Le fait que Jean-Claude Juncker ait été obligé au début de son mandat de mettre sur la table un plan d'investissement est pour moi le signe d'une reconnaissance qu'il y a quelque chose qui ne marche pas dans ces règles.

Les créanciers internationaux, en insistant sur la mise en place de réformes et la réduction des dépenses, peuvent-ils pousser la Grèce à un défaut de paiement et une sortie de la zone euro ?

Je ne suis pas devin, je ne sais donc pas comment cette négociation se terminera. Ce que je sais, c'est que beaucoup de temps a été perdu dans des postures. Mon souhait le plus cher est que la Grèce puisse rester dans la zone euro. Pour cela, il faut qu'il y ait des mouvements de part et d'autre.

Comment les parlements peuvent-ils être plus impliqués dans le cycle du semestre européen ?

En matière de gouvernance économique, je crois qu'on a absolument besoin de renforcer le rôle du Parlement européen et des parlements nationaux. Lorsque le cycle commence, il faut que le Parlement européen soit pleinement engagé dans le constat de ce qu'est la situation de la zone euro, à la fois sur le diagnostic et sur les orientations.

Les recommandations du Parlement européen seront soumises à un vote en session plénière le 24 juin prochain. Les positions finales seront ensuite discutées lors du Conseil européen des 25-26 juin, où le futur de la gouvernance économique de la zone euro figure à l'ordre du jour.

[Le lien vers la page du Parlement européen](#)

[Le lien vers mon rapport](#)